

La situation de l'économie française à l'automne 1980

Autor(en): **Pelletier, Robert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **60 (1980)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-887103>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La situation de l'économie française à l'automne 1980



Le second choc pétrolier a exercé rapidement ses effets sur les prix mais les conséquences déflationnistes ont été limitées jusqu'à l'été.

L'expansion française est interrompue, mais le ralentissement de la conjoncture est moins accentué que dans la plupart des pays occidentaux.

Favorable pour l'emploi, cet avantage relatif à pour contrepartie un rythme d'inflation plus élevé qu'ailleurs et un alourdissement du déséquilibre extérieur. Les perspectives pour 1981 sont liées pour partie à la poursuite de l'effort pour ralentir une inflation dont le rythme actuel, s'il devait continuer, remettrait en cause la compétitivité des entreprises françaises.

Mais les résultats peu satisfaisants de la conjoncture, et les perspectives modérées de l'activité en 1981, encore que passables au regard de la situation économique mondiale, ne doivent pas faire perdre de vue que, plus en profondeur, les entreprises françaises poursuivent leur effort pour se moderniser et s'adapter aux nouvelles conditions de la concurrence internationale. Et là, les raisons existent d'être confiants.

I. Situation de l'économie française : dégradation limitée de l'activité

Toutes les informations recueillies auprès des entreprises à la rentrée révélaient une tendance assez générale au pessimisme. Les indications sur octobre sont plus tempérées, mais conservent les mêmes caractéristiques : baisse des carnets de commandes et de la production prévue, niveau des stocks jugé excessif. Très répandues dans les industries de consommation et les industries de base, ces appréciations commencent à se diffuser chez les producteurs de biens d'équipement.

L'économie française se trouve donc dans le cheminement prévu depuis un an pour l'évolution conjoncturelle : tassement du commerce mondial, pla-

fonnement de la production industrielle depuis la fin du premier trimestre 1980, ralentissement de la consommation des ménages, amorce d'un déstockage pour les biens intermédiaires et, enfin, moindre dynamisme des investissements.

1. *Le constat : des résultats mauvais dans l'absolu, mais relativement acceptables dans le contexte international*

● L'indice de la production industrielle n'a pas enregistré de récession au cours du troisième trimestre. Au-delà des aléas mensuels, il marque au contraire un plafonnement de l'activité après le recul du deuxième trimestre : les secteurs affectés par une baisse étaient essentiellement les industries de base, qui avaient enregistré une très vive reprise en début d'année, ainsi que l'automobile.

En raison des bons résultats de l'agriculture en 1980 et de l'activité soutenue dans les services, la croissance du produit intérieur brut avoisinerait le rythme annuel de 1 % depuis janvier, ce qui donnerait un taux d'expansion moyen de l'ordre de 2 % entre 1979 et 1980, compte tenu du niveau élevé de la conjoncture à la fin de l'année dernière et au premier trimestre de cette année.

● C'est la demande des particuliers en produits industriels qui a déclenché le retournement de la conjoncture au printemps. Mais la consommation globale paraît dorénavant se maintenir, voire très légèrement augmenter, soutenue par les gains, certes modérés, mais réels, du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (1,5 à 2 % l'an). Ils ont été permis en majeure partie par la progression des prestations sociales qui représentent en France près des deux tiers des salaires nets.

● En revanche, le pouvoir d'achat des entreprises s'est effrité en 1980, alors que leurs résultats

s'étaient nettement redressés l'an dernier, autorisant, comme nous l'avions prévu, une reprise sensible des investissements.

En effet, les industriels envisagent pour cette année d'augmenter leurs investissements de 4 à 5 % en volume, soit un total de 80 à 90 milliards de francs de dépenses en équipement pour les seules industries du secteur concurrentiel.

Cette reprise depuis un an constitue d'ailleurs le phénomène le plus appréciable de l'évolution de la conjoncture française en 1980. Le mouvement a atteint son sommet au cours du premier semestre : les carnets des fabricants d'équipements sont encore garnis, mais le flux des commandes s'est infléchi depuis le printemps.

Le plafonnement de la conjoncture, la détérioration consécutive de la productivité, et la hausse des coûts salariaux suffisent à justifier le recul en termes réels des marges des entreprises françaises en 1980, à un moment où la concurrence internationale leur impose des contraintes encore plus lourdes pour restaurer et consolider leur compétitivité.

● En effet, l'équilibre extérieur de la France s'est détérioré depuis un an. Certes, le renchérissement du pétrole a considérablement alourdi nos importations, puisque, entre la fin 1978 et la fin 1980, le surplus à payer représente 2,5 % du PIB, en raison de la forte dépendance énergétique de la France (75 %). Mais la balance française des produits industriels s'est également dégradée au cours des derniers mois, en raison de facteurs conjoncturels et monétaires notamment. Les résultats d'octobre laissent espérer une meilleure orientation de nos échanges : les importations marquent le pas, alors que les ventes françaises de produits agro-alimentaires, d'automobiles ou d'équipements professionnels se sont à nouveau accrues. Quoi qu'il en soit, pour les dix premiers mois de l'année, le déficit commercial représente un peu plus de 50 milliards de francs.

Toutefois, en raison du fort excédent de notre balance des invisibles, de l'ordre de 3 milliards de francs par mois, le déficit des paiements courants ne devrait pas dépasser 30 ou 35 milliards de francs fin décembre, chiffre inférieur de moitié à celui de l'Allemagne Fédérale par exemple, dont le déficit commercial proprement dit est du même ordre de grandeur qu'en France. Il faut y voir sans doute une des raisons principales de la bonne tenue du franc sur le marché des changes, mais dont la solidité à terme dépend pour une part de la capacité de la France à réduire le différentiel d'inflation avec ses principaux partenaires.

● Or, avec un taux de 13,5 %, la hausse des prix de détail demeure de beaucoup supérieure à celle de la plupart des grands pays industriels, Grande-Bretagne et Italie mises à part. Il est incontestable, toutefois, qu'elle s'est nettement modérée depuis janvier, son rythme annuel ayant baissé de 18 % au premier trimestre à 12 % entre janvier et septembre. Au cours de ces mêmes mois, d'ailleurs, les prix des produits manufacturés privés ont augmenté sensiblement moins vite que l'indice général (respectivement 2,8 % et 3,4 %). Mais ce ralentissement, qui n'est pas suffisant au regard des impératifs de compétitivité des entreprises, semble freiné par un régime d'indexation de fait qui donne une extrême inertie au mouve-

ment des prix et alourdit considérablement le coût de production des entreprises.

2. Perspectives 1981 : un ajustement progressif vers la reprise

Les perspectives de l'économie française en 1981 sont largement tributaires de l'évolution attendue dans les grands pays industriels, ainsi que des hausses possibles du prix du pétrole.

● En France même, la question reste posée de l'ampleur que pourra atteindre la phase récessive de l'activité industrielle. En tout état de cause, compte tenu du tassement de l'activité à la fin de l'année et vraisemblablement au début de 1981, le taux de croissance moyen retenu dans les comptes officiels de 1,6 % en 1981 implique une reprise importante de la production en cours d'année pour que ce chiffre soit atteint.

Plutôt qu'un profil en « V » nettement marqué avec un début d'année très déprimé, suivi d'une forte reprise technique, il semble plus réaliste d'envisager une tendance plus progressive de redressement avec un premier semestre moins déprimé, puis une reprise plus atténuée au second.

En effet, la consommation des ménages sera stimulée par l'allègement d'un point des cotisations sociales sur les salaires dès la fin février, ce qui majorera d'autant le pouvoir d'achat salarial, dont une partie seulement sera consommée, mais suffisante pour exercer un effet appréciable sur la demande.

De même, la promesse de maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs conduira à injecter quelques milliards sous forme de subventions. D'autres mesures spécifiques contribueront également à accroître le revenu réel disponible des ménages.

Par ailleurs, contrairement à ce qui s'est passé cette année, le rythme d'engagement des dépenses publiques sera vraisemblablement modulé de façon à soutenir la demande intérieure au premier semestre.

Quant aux entreprises, le déstockage en cours pourrait atteindre son terme dès le premier trimestre, l'ampleur des stocks constitués jusqu'au milieu de 1980 étant en effet restée limitée. Et le flux d'investissements productifs ne devrait pas significativement s'infléchir, compte tenu à la fois du besoin des entreprises de se moderniser et de s'adapter, des dispositions fiscales favorables à la poursuite de leur effort d'équipement, et de l'amélioration de l'environnement général à partir du printemps.

Ainsi, le schéma pour 1981 contraste avec celui de cette année : le second semestre sera meilleur que le premier et la consommation contribuera davantage que les investissements à la reprise.

● Une première incertitude touche au déséquilibre extérieur. Les perspectives en la matière sont plus fragiles. En effet, une reprise des exportations françaises est subordonnée à celle de la conjoncture chez nos principaux partenaires.

D'autre part, le prix du pétrole est soutenu par l'interruption des livraisons irakiennes, tandis que l'Arabie Saoudite affiche son intention de majorer ses propres tarifs.

Par ailleurs, il faut tenir compte de la hausse du dollar vis-à-vis des monnaies européennes, et plus particulièrement du franc qui va peser davantage sur l'équilibre de nos échanges.

● L'autre motif de préoccupation pour l'année prochaine réside dans la hausse des prix et des coûts. Il semble que les procédures classiques pour juguler l'inflation ne soient plus suffisantes. Le problème ne pourra être résolu sans un allègement des charges des entreprises et sans recourir davantage encore aux mécanismes du marché.

● Au total, donc, les perspectives françaises en 1981 sont médiocres. Jusqu'au milieu de l'année, il n'y a aucun risque de récession, bien au contraire, en raison de la reprise de la demande intérieure à partir de février prochain. De même, on ne discerne pas de danger d'un dérapage inflationniste à l'italienne. Mais on ne discerne pas non plus de chances d'un ralentissement suffisant de l'inflation pour éviter une dégradation de la compétitivité française vis-à-vis de ses principaux concurrents européens.

II. Le nouveau visage de l'économie française

Au-delà de cet aperçu rapide de l'évolution à court terme de l'économie française, il est important de bien repérer les changements en cours qui lui donnent une physionomie nouvelle.

1. Des grandeurs macro-économiques trompeuses

Certes, les grandeurs macro-économiques ne fluctuent pas de façon considérable depuis 1975. Le Produit Intérieur connaît une croissance d'environ 3 % par an, la hausse moyenne des prix de détail oscille autour de 10 %, avec des « poussées » brusques lorsque l'économie absorbe les effets des chocs pétroliers (15 % en 1974 et 13,5 % en 1980), les demandes d'emploi non satisfaites progressent de 100 à 200 000 par an selon les années. Et pourtant, une mutation en profondeur est en cours depuis quelques années.

Ainsi, en même temps que le chômage s'accroît (1,5 million de demandes d'emploi actuellement), en liaison notamment avec l'arrivée de 250 000 personnes sur le marché du travail chaque année, les entreprises créent près de 100 000 emplois nouveaux par an, avec des progrès de productivité de 3 à 4 %, et le marché du travail témoigne d'une assez grande mobilité.

Dans le domaine des prix et des salaires, la modération est bien amorcée. Nous avons déjà fait allusion à la trop forte hausse des prix actuellement, avec un rythme annuel de 13,5 %. Mais elle traduit pour une part le renchérissement du pétrole en 1979 d'une ampleur un peu supérieure à celle de 1974, année où les prix de détail avaient augmenté de 15 %. Le pari de la libération des prix intervenue entre ces deux dates a été, dans l'ensemble, gagné.

Quant aux salaires, les Français acceptent maintenant que leur pouvoir d'achat n'évolue pas aussi vite et aussi régulièrement qu'avant 1973-74.

Enfin, l'adaptation au dernier choc pétrolier s'est effectuée dans de meilleures conditions qu'il y a six ans : ce ne sont plus les seules entreprises qui en supportent maintenant le poids, comme en 1974, de sorte que leur situation financière s'est progressivement assainie sans toutefois avoir encore retrouvé son niveau d'avant 1974.

2. Une profonde évolution dans les comportements

Au-delà des approches chiffrées, une profonde évolution apparaît dans les mentalités et les comportements.

En particulier, la stabilité du franc est devenue un objectif primordial : la tentation de résoudre les problèmes en dévaluant la monnaie est beaucoup moins répandue.

Parallèlement, l'inflation n'est plus considérée comme le remède miracle pour résoudre certaines difficultés des entreprises et le thème du renforcement de leurs fonds propres trouve de plus en plus de résonance. De même, tout le monde s'interroge en France sur la croissance des prélèvements fiscaux et sociaux dont la stabilisation constitue l'une des grandes conclusions des travaux du VIII^e Plan. Simultanément, le rôle de l'État est remis en cause en faveur d'une « économie d'initiative et de responsabilité », vers le développement de laquelle tend l'action des Pouvoirs Publics : outre la libération des prix, il faut citer ici l'assouplissement récent du contrôle des changes, la Loi de juillet 1978 sur l'orientation de l'épargne privée vers le marché financier, la création d'entreprises nouvelles, l'allègement de certaines procédures bancaires, etc.

Toutes ces évolutions convergent pour permettre aux entreprises de mieux répondre à la concurrence, avec une gestion plus rigoureuse et une stratégie industrielle adaptée.

Le redéploiement de l'industrie française à l'échelle mondiale est d'ailleurs révélé par la succession d'opérations d'implantation à l'étranger, de diversification, de spécialisation ou de coopération des entreprises françaises dans tous les domaines. Dans le même temps, plusieurs entreprises continuent de faire preuve d'un grand dynamisme dans des secteurs de pointe, alors que de puissants groupes industriels, qui ont rencontré des difficultés parfois importantes, se sont brillamment redressés.

L'accumulation de ces opérations atteste d'un véritable renouveau de l'industrie française, plus puissante, plus ouverte sur le monde, et maintenant mieux acceptée par l'opinion publique et les salariés.

*
* *

Au total, s'il y a des zones d'ombre dans l'économie française, elles ne doivent pas dissimuler les lumières.

Les perspectives à court terme sont incertaines, et des déséquilibres demeurent inquiétants. Mais à moyen terme, la France dispose d'atouts nombreux et importants qui lui permettent de prendre avec confiance le virage vers une croissance plus saine et durable.